

## COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

## MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2013/29139]

**13 DECEMBRE 2012. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant abrogation de certaines dispositions en matière d'aide aux détenus, d'aide aux enfants victimes de maltraitements, d'enseignement de promotion sociale et d'enseignement non obligatoire**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu l'article 20 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, tel que modifiée par la loi du 16 juillet 1993;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n° 51.857/2, donné le 24 septembre 2012 en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre-Président, du Vice-président et Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Ministre de la Jeunesse et de l'Aide à la Jeunesse et de la Ministre de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 4 décembre 2002 portant nomination du président, du vice-président et des membres du bureau de la Commission consultative de l'aide aux détenus, est abrogé.

**Art. 2.** Sont abrogés :

1° l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 11 juin 1999 portant désignation des membres de la Commission de Coordination de l'Aide aux Enfants Victimes de Maltraitements de l'arrondissement de Bruxelles;

2° l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 11 juin 1999 portant désignation des membres de la Commission de Coordination de l'Aide aux Enfants Victimes de Maltraitements de l'arrondissement de Nivelles;

3° l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 11 juin 1999 portant désignation des membres de la Commission de Coordination de l'Aide aux Enfants Victimes de Maltraitements de l'arrondissement de Charleroi;

4° l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 11 juin 1999 portant désignation des membres de la Commission de Coordination de l'Aide aux Enfants Victimes de Maltraitements de l'arrondissement de Tournai;

5° l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 11 juin 1999 portant désignation des membres de la Commission de Coordination de l'Aide aux Enfants Victimes de Maltraitements de l'arrondissement de Mons;

6° l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 11 juin 1999 portant désignation des membres de la Commission de Coordination de l'Aide aux Enfants Victimes de Maltraitements de l'arrondissement de Namur;

7° l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 11 juin 1999 portant désignation des membres de la Commission de Coordination de l'Aide aux Enfants Victimes de Maltraitements de l'arrondissement de Dinant;

8° l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 11 juin 1999 portant désignation des membres de la Commission de Coordination de l'Aide aux Enfants Victimes de Maltraitements de l'arrondissement de Verviers;

9° l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 11 juin 1999 portant désignation des membres de la Commission de Coordination de l'Aide aux Enfants Victimes de Maltraitements de l'arrondissement de Huy;

10° l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 11 juin 1999 portant désignation des membres de la Commission de Coordination de l'Aide aux Enfants Victimes de Maltraitements de l'arrondissement de Marche-en-Famenne;

11° l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 11 juin 1999 portant désignation des membres de la Commission de Coordination de l'Aide aux Enfants Victimes de Maltraitements de l'arrondissement de Neufchâteau;

12° l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 11 juin 1999 portant désignation des membres de la Commission de Coordination de l'Aide aux Enfants Victimes de Maltraitements de l'arrondissement d'Arlon;

13° l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 9 novembre 1998 portant désignation des membres de la Commission de Coordination de l'Aide aux Enfants victimes de Maltraitements de l'arrondissement de Liège.

**Art. 3.** Sont abrogés :

1° l'arrêté royal du 17 mai 1983 modifiant la dénomination de certains établissements de l'Etat dispensant un enseignement supérieur de type court;

2° l'arrêté royal du 3 novembre 1987 portant règlement général des études dans l'enseignement supérieur de type court et de plein exercice, tel que modifié par les arrêtés de l'Exécutif de la Communauté française du 27 juin 1989 et du 23 février 1990, par les arrêtés du Gouvernement de la Communauté française du 1<sup>er</sup> septembre 1994, du 2 juillet 1996 et du 7 juillet 1998 et par le décret du 20 décembre 2001;

3° l'arrêté royal du 6 novembre 1987 fixant les notions "d'étudiant régulièrement inscrit" et "d'étudiant entrant en ligne de compte pour le financement" dans l'enseignement supérieur de plein exercice, à l'exception de l'enseignement universitaire, tel que modifié par l'arrêté royal du 14 septembre 1988, les arrêtés de l'Exécutifs de la Communauté française du 2 septembre 1991 et du 19 septembre 1991, les arrêtés du Gouvernement de la Communauté française du 1<sup>er</sup> septembre 1994, du 2 juillet 1996 et du 7 juillet 1998 et par le décret du 20 décembre 2001;

4° l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 14 avril 2004 établissant les grilles horaires minimales dans l'enseignement de l'architecture.

**Art. 4.** Sont abrogés :

1° l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 janvier 2007 - Commission d'équivalence - Nomination;

2° l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 février 2007 - Commission d'équivalence des diplômes universitaires étrangers - Nomination;

3° l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 24 septembre 2007 - Commission d'équivalence des diplômes universitaires étrangers - Nomination;

4° l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 21 décembre 2007 - Commission d'équivalence des diplômes universitaires étrangers - Nomination;

5° l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 14 janvier 2008 - Commission d'équivalence des diplômes universitaires étrangers - Nomination.

**Art. 5.** Sont abrogés :

1° l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 16 janvier 1996 désignant les membres de la Commission communautaire pédagogique créée par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 8 janvier 1996, tel que modifié par les arrêtés du Gouvernement de la Communauté française du 21 janvier 1997, du 4 novembre 1997 et du 13 novembre 1998;

2° l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 18 octobre 1999 désignant les membres de la Commission communautaire pédagogique créée par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 8 janvier 1996; tel que modifié par les arrêtés du Gouvernement de la Communauté française du 4 octobre 2002 et du 28 janvier 2002;

3° l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 6 septembre 2002 portant désignation des membres de la Commission communautaire pédagogique;

4° l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 21 mai 2003 portant désignation des membres de la Commission communautaire pédagogique;

5° l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 8 juin 2007 portant désignation des membres de la Commission communautaire pédagogique, tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 mars 2009.

**Art. 6.** Sont abrogés :

1° l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 24 juillet 2000 portant nomination des président et membres du jury chargés de la délivrance du diplôme de géomètre-expert immobilier;

2° l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 mars 2002 portant nomination d'un membre du jury chargé de la délivrance du diplôme de géomètre-expert immobilier;

3° l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 25 mars 2004 portant nomination d'un membre du jury chargé de la délivrance du diplôme de géomètre-expert immobilier;

4° l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 24 janvier 2007 portant nomination des membres du jury de la Communauté française pour conférer le diplôme de professeur de sténographie et de dactylographie-traitement de texte dans les établissements d'enseignement secondaire et d'enseignement supérieur de type court;

5° l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 mars 2008 portant nomination d'un membre du jury chargé de la délivrance du diplôme de géomètre-expert immobilier.

**Art. 7.** Sont abrogés :

1° l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 octobre 1998 portant nomination des membres du jury de la Communauté française pour conférer le diplôme de professeur de sténographie et de dactylographie-traitement de texte dans les établissements d'enseignement secondaire et d'enseignement supérieur de type court;

2° l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 8 décembre 2000 portant nomination des membres du jury de la Communauté française pour conférer le diplôme de professeur de sténographie et de dactylographie-traitement de texte dans les établissements d'enseignement secondaire et d'enseignement supérieur de type court;

3° l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 30 décembre 2002 portant nomination des membres du jury de la Communauté française pour conférer le diplôme de professeur de sténographie et de dactylographie-traitement de texte dans les établissements d'enseignement secondaire et d'enseignement supérieur de type court;

4° l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 26 décembre 2004 portant nomination des membres du jury de la Communauté française pour conférer le diplôme de professeur de sténographie et de dactylographie-traitement de texte dans les établissements d'enseignement secondaire et d'enseignement supérieur de type court;

5° l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 janvier 2009 portant nomination des membres du jury de la Communauté française pour conférer le diplôme de professeur de sténographie et de dactylographie-traitement de texte dans les établissements d'enseignement secondaire et d'enseignement supérieur de type court.

**Art. 8.** Sont abrogés :

1° l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 octobre 1998 portant désignation des membres du jury de la Communauté française chargé de conférer le diplôme de professeur d'éducation musicale dans les établissements d'enseignement secondaire et d'enseignement supérieur pédagogique de type court, tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 10 mars 1999;

2° l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 6 juin 2001 portant désignation des membres du jury de la Communauté française chargé de conférer le diplôme d'éducation musicale dans les établissements d'enseignement secondaire et d'enseignement supérieur pédagogique de type court;

3° l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 juin 2005 portant désignation des membres du jury de la Communauté française chargé de conférer le diplôme de professeur d'éducation musicale dans les établissements d'enseignement secondaire et d'enseignement supérieur pédagogique de type court;

4° l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 janvier 2007 portant désignation des membres du jury de la Communauté française chargé de conférer le diplôme de professeur d'éducation musicale dans les établissements d'enseignement secondaire et dans la catégorie pédagogique de l'enseignement supérieur non universitaire de type court.

**Art. 9.** Sont abrogés :

1° l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 21 juin 2002 portant désignation des membres du Conseil social de la Haute Ecole de la Communauté française du Hainaut;

2° l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 25 mars 2002 portant désignation de membres du Conseil pédagogique de la Haute Ecole de la Communauté française du Hainaut;

3° l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 11 septembre 2004 portant nomination des membres du conseil d'administration de la Haute Ecole de la Communauté française du Hainaut;

4° l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 31 janvier 2007 portant nomination des membres du conseil d'administration de la Haute Ecole du Hainaut, tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement du 4 février 2010;

5° l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 16 novembre 2001 portant désignation des membres du conseil d'administration de la Haute Ecole de la Communauté française du Hainaut, tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 10 juillet 2002;

6° l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 mars 2002 portant désignation des membres du conseil d'administration de la Haute Ecole de la Communauté française du Hainaut, tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 8 décembre 2004;

7° l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 21 juin 2002 portant désignation des membres du conseil d'administration de la Haute Ecole de la Communauté française du Hainaut, tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 juillet 2002.

**Art. 10.** Sont abrogés :

1° l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 21 décembre 2001 portant désignation de membres du Conseil social de la Haute Ecole de la Communauté française de Namur - Albert Jacquard, tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 30 mai 2003;

2° l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 janvier 2007 portant nomination de membres du conseil d'administration de la Haute Ecole Albert Jacquard, tel que modifié par les arrêtés du Gouvernement de la Communauté française du 2 janvier 2002 et du 11 mai 2010;

3° l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 11 mars 2003 portant désignation de membres du conseil d'administration de la Haute Ecole de la Communauté française de Namur - Albert Jacquard;

4° l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 25 mars 2002 portant désignation de membres du conseil d'administration de la Haute Ecole de la Communauté française de Namur - Albert Jacquard;

5° l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 16 novembre 2001 portant désignation des membres du conseil d'administration de la Haute Ecole de la Communauté française de Namur, tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 10 juillet 2002;

6° l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 24 novembre 2006 portant désignation de membres du Conseil pédagogique de la Haute Ecole Albert Jacquard, tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 18 février 2008;

l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 21 décembre 2001 portant désignation de membres du Conseil pédagogique de la Haute Ecole de la Communauté française de Namur - Albert Jacquard.

**Art. 11.** Sont abrogés :

1° l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 8 janvier 2002 portant désignation de membres du Conseil pédagogique de la Haute Ecole de la Communauté française de Liège-Verviers-Huy-Gembloux;

2° l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 16 novembre 2006 portant désignation de membres du Conseil pédagogique de la Haute Ecole Charlemagne, tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 1<sup>er</sup> juin 2009;

3° l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 11 décembre 2001 portant désignation de membres du Conseil social de la Haute Ecole de la Communauté française de Liège-Verviers-Huy-Gembloux;

4° l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 11 décembre 2001 portant désignation de membres du conseil d'administration de la Haute Ecole de Liège-Verviers-Huy-Gembloux, tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 mars 2003;

5° l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 novembre 2001 portant nomination des membres du conseil d'administration de la Haute Ecole de la Communauté française de Liège-Verviers-Huy-Gembloux, tel que modifié par les arrêtés du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 2002 et du 10 juillet 2002;

6° l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 septembre 2002 portant désignation de membres du conseil d'administration de la " Haute Ecole de la Communauté française de Liège-Verviers-Huy-Gembloux ", tel que modifié par les arrêtés du Gouvernement de la Communauté française du 11 février 2003 et du 23 février 2004;

7° l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 24 novembre 2006 portant nomination des membres du conseil d'administration de la Haute école Charlemagne, tel que modifié par les arrêtés du Gouvernement de la Communauté française du 21 janvier 2010 et du 22 février 2011.

**Art. 12.** Sont abrogés :

1° l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 décembre 2001 portant désignation de membres du Conseil pédagogique de la Haute Ecole de la Communauté française " Paul-Henri Spaak ", tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 16 octobre 2003;

2° l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 25 mars 2002 portant désignation de membres du Conseil social de la Haute Ecole de la Communauté française - Paul-Henri Spaak;

3° l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 décembre 2006 portant nomination des membres du conseil d'administration de la Haute Ecole Paul-Henri Spaak, tel que modifié par l'arrêté de Gouvernement de la Communauté française du 2 juillet 2010;

4° l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 décembre 2001 portant désignation de membres du conseil d'administration de la Haute Ecole de la Communauté française " Paul-Henri Spaak ";

5° l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 11 décembre 2001 portant désignation de membres du conseil d'administration de la Haute Ecole de la Communauté française " Paul-Henri Spaak ", tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 février 2006;

6° l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 novembre 2001 portant nomination des membres du conseil d'administration de la Haute Ecole de la Communauté française Paul-Henri Spaak, tel que modifié par les arrêtés du Gouvernement de la Communauté française du 10 juillet 2006 et du 13 février 2006.

**Art. 13.** Sont abrogés :

1° l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 11 décembre 2001 portant désignation de membres du conseil d'administration de la Haute Ecole de la Communauté française du Luxembourg - Robert Schuman;

2° l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 23 novembre 2006 portant nomination des membres du conseil d'administration de la Haute Ecole Robert Schuman;

3° l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 novembre 2001 portant nomination des membres du conseil d'administration de la Haute Ecole de la Communauté française du Luxembourg - Schuman, tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 10 juillet 2002;

4° l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 4 février 2002 portant désignation de membres du conseil d'administration de la Haute Ecole de la Communauté française du Luxembourg - Robert Schuman;

5° l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 novembre 2001 portant désignation de membres du Conseil social de la Haute Ecole de la Communauté française du Luxembourg - Schuman, tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 10 juillet 2002;

6° l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 novembre 2001 portant désignation de membres du Conseil pédagogique de la Haute Ecole de la Communauté française du Luxembourg - Schuman, tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 25 octobre 2002.

**Art. 14.** Sont abrogés :

1° l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 23 octobre 2001 portant désignation de membres du Conseil social de la Haute Ecole de Bruxelles;

2° l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 23 octobre 2001 portant désignation de membres du Conseil pédagogique de la Haute Ecole de Bruxelles;

3° l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 30 novembre 2006 portant nomination des membres du conseil d'administration de la Haute Ecole de Bruxelles;

4° l'arrêtés du Gouvernement de la Communauté française du 11 décembre 2001 portant désignation de membres du conseil d'administration de la Haute Ecole de Bruxelles, tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 février 2006;

5° l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 1<sup>er</sup> octobre 2001 portant nomination des membres du conseil d'administration de la Haute Ecole de la Communauté française de Bruxelles, tel que modifié par les arrêtés du Gouvernement de la Communauté française du 10 juillet 2002 et du 13 novembre 2002.

**Art. 15.** Sont abrogés :

1° l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 24 juillet 1996 portant fusion de l'Institut d'enseignement supérieur économique de la Communauté française à Mouscron et de la Haute Ecole provinciale du Hainaut occidental;

2° l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 24 juillet 1996 portant fusion de l'Institut d'enseignement supérieur technique, paramédical et pédagogique de la Communauté française à Irchonwelz et de la Haute Ecole provinciale du Hainaut occidental.

**Art. 16.** Sont abrogés :

1° l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 9 juillet 1996 établissant la liste des Hautes Ecoles, conformément à l'article 55, § 3, du décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en Hautes Ecoles, tel que modifié par les arrêtés du Gouvernement de la Communauté française du 4 septembre 2002, du 24 novembre 2005 et du 18 février 2010;

2° l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 mars 2003 pris en application de l'article 132 du décret du 27 février 2003 établissant les grades académiques dans les Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française et fixant les grilles horaires minimales;

3° l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 21 janvier 2004 portant exécution de l'article 34, alinéa 3, du décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en Hautes Ecoles;

4° l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 août 2002 portant exécution des articles 22, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, et 34 du décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en Hautes Ecoles.

**Art. 17.** Sont abrogés :

1° l'arrêté royal du 29 mars 1984 portant nomination des président, vice-président et secrétaire du conseil permanent de l'enseignement supérieur, et des président, vice-président et secrétaire du conseil supérieur de l'enseignement supérieur pédagogique;

2° l'article 19 de l'arrêté royal du 23 août 1976 créant les Conseils supérieurs et les Conseils permanents de l'enseignement supérieur et organisant leur fonctionnement, tel que modifié.

**Art. 18.** Sont abrogés :

1° l'arrêté royal du 22 août 1980 portant nomination des présidents, vice-présidents, membres et rapporteurs des Commissions d'assimilation et Commission d'appel en vue de l'assimilation au grade et au diplôme d'ingénieur industriel de certains grades conférés et de certains diplômes délivrés par des établissements d'enseignement supérieur;

2° l'arrêté royal du 15 avril 1977 instaurant une Commission d'assimilation et une Commission d'appel en vue de l'assimilation au grade et au diplôme d'ingénieur industriel de certains grades conférés et de certains diplômes délivrés par les établissements d'enseignement supérieur, tel que modifié par les arrêtés de l'Exécutif de la Communauté française du 18 novembre 1991 et du 4 mai 1992.



**Art. 19.** L'arrêté royal du 18 avril 1977 pris en application de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal du 5 mai 1976 portant assimilation des titres de l'enseignement artistique, est abrogé.

**Art. 20.** L'arrêté royal du 12 octobre 1971 établissant des équivalences entre les diplômes d'institutrice gardienne, d'instituteur, d'institutrice primaire et d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur, délivrés en Belgique et dans les territoires qui ont été soumis à la souveraineté belge ou qui ont été confiés à l'administration de la Belgique, est abrogé.

**Art. 21.** Sont abrogés :

1° l'arrêté royal du 29 août 1959 portant nomination du jury central pour la collation du grade d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur pour les sciences commerciales - Première session de 1959;

2° l'arrêté royal du 26 octobre 1959 portant nomination du jury central pour la collation du grade d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur pour les sciences commerciales - Deuxième session 1959;

3° l'arrêté royal du 22 juin 1960 portant nomination du jury central pour la collation du grade d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur pour les sciences commerciales - Première session de 1960;

4° l'arrêté royal du 25 octobre 1960 portant nomination du jury central pour la collation du grade d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur pour les sciences commerciales, deuxième session de 1960.

**Art. 22.** L'arrêté royal du 10 septembre 1966 portant reconnaissance d'une section d'enseignement technique supérieur du troisième degré en vue de la délivrance des diplômes de candidat-traducteur, de licencié-traducteur et de licencié-interprète, est abrogé.

**Art. 23.** Sont abrogés :

1° l'arrêté royal du 1<sup>er</sup> avril 1968 créant les sections d'enseignement au troisième degré de l'enseignement technique supérieur de l'Institut national supérieur des Arts du Spectacle et Techniques de Diffusion;

l'arrêté royal du 23 février 1970 relatif à l'organisation d'un Conseil national de l'enseignement de l'Etat auprès du Ministère de l'Education nationale et de la Culture française.

**Art. 24.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur Belge*.

Bruxelles, le 13 décembre 2012.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur,  
J.-Cl. MARCOURT

La Ministre de la Jeunesse et de l'Aide à la Jeunesse,  
Mme E. HUYTEBROECK

La Ministre de l'enseignement obligatoire et de Promotion sociale,  
Mme M.-D. SIMONET

—————  
VERTALING

#### MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2013/29139]

#### 13 DECEMBER 2012. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot opheffing van sommige bepalingen inzake hulpverlening aan gedetineerden, hulpverlening aan mishandelde kinderen, onderwijs voor sociale promotie en niet-verplicht onderwijs

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op artikel 20 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, zoals gewijzigd bij de wet van 16 juli 1993;

Gelet op het advies van de Raad van State nr. 51.857/2, gegeven op 24 september 2012 met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister-president, de Vicepresident en Minister van Hoger Onderwijs, de Minister van Jeugd en Hulpverlening aan de jeugd en de Minister van Leerplichtonderwijs en Onderwijs voor Sociale Promotie;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 4 december 2002 houdende benoeming van de voorzitter, van de ondervoorzitter en van de leden van het bureau van de Raadgevende Commissie voor hulpverlening aan de gedetineerden, wordt opgeheven.

**Art. 2.** Opgeheven worden :

1° het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 11 juni 1999 houdende aanstelling van de leden van de Coördinatiecommissie voor Hulpverlening aan Mishandelde Kinderen van het arrondissement Brussel;

2° het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 11 juni 1999 houdende aanstelling van de leden van de Coördinatiecommissie voor hulpverlening aan mishandelde kinderen van het arrondissement Nijvel;

3° het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 11 juni 1999 houdende aanstelling van de leden van de Coördinatiecommissie voor hulpverlening aan mishandelde kinderen van het arrondissement Charleroi;

4° het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 11 juni 1999 houdende aanstelling van de leden van de Coördinatiecommissie voor hulpverlening aan mishandelde kinderen van het arrondissement Doornik;

5° het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 11 juni 1999 houdende aanstelling van de leden van de Coördinatiecommissie voor hulpverlening aan mishandelde kinderen van het arrondissement Bergen;

6° het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 11 juni 1999 houdende aanstelling van de leden van de Coördinatiecommissie voor hulpverlening aan mishandelde kinderen van het arrondissement Namen;

7° het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 11 juni 1999 houdende aanstelling van de leden van de Coördinatiecommissie voor hulpverlening aan mishandelde kinderen van het arrondissement Dinant;

8° het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 11 juni 1999 houdende aanstelling van de leden van de Coördinatiecommissie voor Hulpverlening aan Mishandelde Kinderen van het arrondissement Verviers;

9° het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 11 juni 1999 houdende aanstelling van de leden van de Coördinatiecommissie voor hulpverlening aan mishandelde kinderen van het arrondissement Hoei;

10° het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 11 juni 1999 houdende aanstelling van de leden van de Coördinatiecommissie voor hulpverlening aan mishandelde kinderen van het arrondissement Marche-en-Famenne;

11° het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 11 juni 1999 houdende aanstelling van de leden van de Coördinatiecommissie voor hulpverlening aan mishandelde kinderen van het arrondissement Neufchâteau;

12° het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 11 juni 1999 houdende aanstelling van de leden van de Coördinatiecommissie voor hulpverlening aan mishandelde kinderen van het arrondissement Aarlen;

13° het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 9 november 1998 houdende aanstelling van de leden van de Commissie voor coördinatie van de hulpverlening aan mishandelde kinderen in het arrondissement Luik.

**Art. 3.** Opgeheven worden :

1° het koninklijk besluit van 17 mei 1983 tot wijziging van de benaming van sommige rijksinrichtingen voor hoger onderwijs van het korte type;

2° het koninklijk besluit van 3 november 1987 houdende algemeen reglement van de studies in het hoger onderwijs van het korte type met volledig leerplan, zoals gewijzigd bij de besluiten van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 27 juni 1989 en 23 februari 1990, bij de besluiten van de Regering van de Franse Gemeenschap van 1 september 1994, 2 juli 1996 en 7 juli 1998 en bij het decreet van 20 december 2001;

3° het koninklijk besluit van 6 november 1987 tot vaststelling van de begrippen "regelmatig ingeschreven student" en "student die in aanmerking komt voor de financiering" in het hoger onderwijs met volledig leerplan, met uitzondering van het universitair onderwijs, zoals gewijzigd bij het koninklijk besluit van 14 september 1988, bij de besluiten van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 2 september 1991 en van 19 september 1991, de besluiten van de Regering van de Franse Gemeenschap van 1 september 1994, 2 juli 1996 en 7 juli 1998 en bij het decreet van 20 december 2001;

4° het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 14 april 2004 tot vaststelling van de minimale lesroosters in het architectuuronderwijs.

**Art. 4.** Opgeheven worden :

1° het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 29 januari 2007 - Gelijkwaardigheidscommissie - Benoeming;

2° het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 februari 2007 - Gelijkwaardigheidscommissie voor buitenlandse universitaire diploma's - Benoeming;

3° het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 24 september 2007 - Gelijkwaardigheidscommissie voor buitenlandse universitaire diploma's - Benoeming;

4° het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 21 december 2007 - Gelijkwaardigheidscommissie voor buitenlandse universitaire diploma's - Benoeming;

5° het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 14 januari 2008 - Gelijkwaardigheidscommissie voor buitenlandse universitaire diploma's - Benoeming.

**Art. 5.** Opgeheven worden :

1° het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 16 januari 1996 houdende aanstelling van de leden van de Pedagogische Gemeenschapscommissie opgericht bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 8 januari 1996, zoals gewijzigd bij de besluiten van de Regering van de Franse Gemeenschap van 21 januari 1997, 4 november 1997 en 13 november 1998;

2° het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 18 oktober 1999 houdende aanstelling van de leden van de Pedagogische Gemeenschapscommissie opgericht bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 8 januari 1996, zoals gewijzigd bij de besluiten van de Regering van de Franse Gemeenschap van 4 oktober 2002 en 28 januari 2002;

3° het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 6 september 2002 houdende aanstelling van de leden van de Pedagogische Gemeenschapscommissie;

4° het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 21 mei 2003 houdende aanstelling van de leden van de Pedagogische Gemeenschapscommissie;

5° het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 8 juni 2007 houdende aanstelling van de leden van de Pedagogische Gemeenschapscommissie, zoals gewijzigd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 maart 2009.

**Art. 6.** Opgeheven worden :

1° het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 24 juli 2000 houdende benoeming van de voorzitter en de leden van de examencommissie belast met het uitreiken van het diploma van landmeter-expert onroerende goederen;

2° het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 maart 2002 houdende benoeming van een lid van de examencommissie belast met het uitreiken van het diploma van landmeter-expert onroerende goederen;

3° het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 25 maart 2004 houdende benoeming van een lid van de examencommissie belast met het uitreiken van het diploma van landmeter-expert onroerende goederen;

4° het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 24 januari 2007 houdende benoeming van de leden van de examencommissie van de Franse Gemeenschap voor het toekennen van het diploma van leraar in de stenografie en dactylografie-tekstverwerking in de inrichtingen voor secundair onderwijs en voor hoger onderwijs van het korte type;

5° het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 20 maart 2008 houdende benoeming van een lid van de examencommissie belast met het uitreiken van het diploma van landmeter-expert onroerende goederen.

**Art. 7.** Opgeheven worden :

1° het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 oktober 1998 houdende benoeming van de leden van de examencommissie van de Franse Gemeenschap voor het toekennen van het diploma van leraar in de stenografie en dactylografie-tekstverwerking in de inrichtingen voor secundair onderwijs en voor hoger onderwijs van het korte type;

2° het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 8 december 2000 houdende benoeming van de leden van de examencommissie van de Franse Gemeenschap voor het toekennen van het diploma van leraar in de stenografie en dactylografie-tekstverwerking in de inrichtingen voor secundair onderwijs en voor hoger onderwijs van het korte type;

3° het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 30 december 2002 houdende benoeming van de leden van de examencommissie van de Franse Gemeenschap voor het toekennen van het diploma van leraar in de stenografie en dactylografie-tekstverwerking in de inrichtingen voor secundair onderwijs en voor hoger onderwijs van het korte type;

4° het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 26 december 2004 houdende benoeming van de leden van de examencommissie van de Franse Gemeenschap voor het toekennen van het diploma van leraar in de stenografie en dactylografie-tekstverwerking in de inrichtingen voor secundair onderwijs en voor hoger onderwijs van het korte type;

5° het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 januari 2009 houdende benoeming van de leden van de examencommissie van de Franse Gemeenschap voor het toekennen van het diploma van leraar in de stenografie en dactylografie-tekstverwerking in de inrichtingen voor secundair onderwijs en voor hoger onderwijs van het korte type.

**Art. 8.** Opgeheven worden :

1° het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 oktober 1998 tot benoeming van de leden van de examencommissie van de Franse Gemeenschap voor het toekennen van het diploma van leraar muzikale opvoeding in de inrichtingen voor secundair onderwijs en voor hoger pedagogisch onderwijs van het korte type, zoals gewijzigd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 10 maart 1999;

2° het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 6 juni 2001 tot benoeming van de leden van de examencommissie van de Franse Gemeenschap voor het toekennen van het diploma van leraar muzikale opvoeding in de inrichtingen voor secundair onderwijs en voor hoger pedagogisch onderwijs van het korte type;

3° het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 13 juni 2005 tot benoeming van de leden van de examencommissie van de Franse Gemeenschap voor het toekennen van het diploma van leraar muzikale opvoeding in de inrichtingen voor secundair onderwijs en voor hoger pedagogisch onderwijs van het korte type;

4° het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 6 juni 2001 tot benoeming van de leden van de examencommissie van de Franse Gemeenschap voor het toekennen van het diploma van leraar muzikale opvoeding in de inrichtingen voor secundair onderwijs en in de pedagogische categorie van het niet-universitair hoger onderwijs van het korte type.

**Art. 9.** Opgeheven worden :

1° het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 21 juni 2002 tot aanwijzing van de leden van de Sociale Raad van de Haute École de la Communauté française du Hainaut;

2° het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 25 maart 2002 tot aanwijzing van leden van de Pedagogische Raad van de Haute École de la Communauté française du Hainaut;

3° het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 11 september 2004 tot benoeming van de leden van de raad van bestuur van de Haute École de la Communauté française du Hainaut;

4° het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 31 januari 2007 tot benoeming van de leden van de raad van bestuur van de Haute École de la Communauté française du Hainaut, zoals gewijzigd bij het besluit van de Regering van 4 februari 2010;

5° het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 16 november 2001 tot aanwijzing van de leden van de raad van bestuur van de Haute École de la Communauté française du Hainaut, zoals gewijzigd bij het besluit van de Regering van 10 juli 2002;

6° het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 13 maart 2002 tot aanwijzing van de leden van de raad van bestuur van de Haute École de la Communauté française du Hainaut, zoals gewijzigd bij het besluit van de Regering van 8 december 2004;

7° het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 21 juni 2002 tot aanwijzing van de leden van de raad van bestuur van de Haute École de la Communauté française du Hainaut, zoals gewijzigd bij het besluit van de Regering van 19 juli 2002.

**Art. 10.** Opgeheven worden :

1° het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 21 december 2001 tot aanwijzing van leden van de Sociale raad van de Haute École de la Communauté française de Namur - Albert Jacquard, zoals gewijzigd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 30 mei 2003;

2° het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 januari 2007 tot benoeming van leden van de raad van bestuur van de Haute École Albert Jacquard, zoals gewijzigd bij de besluiten van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 januari 2002 en 11 mei 2010;

3° het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 11 maart 2003 tot aanwijzing van leden van de raad van bestuur van de Haute École de la Communauté française de Namur - Albert Jacquard;

4° het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 25 maart 2002 tot aanwijzing van leden van de raad van bestuur van de Haute École de la Communauté française de Namur - Albert Jacquard;

5° het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 16 november 2001 tot aanwijzing van de leden van de raad van bestuur van de Haute École de la Communauté française de Namur, zoals gewijzigd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 10 juli 2002;

6° het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 24 november 2006 tot aanwijzing van leden van de Pedagogische Raad van de Haute Ecole Albert Jacquard, zoals gewijzigd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 18 februari 2008;

7° het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 21 december 2001 tot aanwijzing van leden van de Pedagogische Raad van de Haute Ecole de la Communauté française de Namur - Albert Jacquard.

**Art. 11.** Opgeheven worden :

1° het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 8 januari 2002 tot aanwijzing van leden van de Pedagogische Raad van de Haute Ecole de la Communauté française de Liège-Verviers-Huy-Gembloux;

2° het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 16 november 2006 tot aanwijzing van leden van de Pedagogische Raad van de Haute Ecole Charlemagne, zoals gewijzigd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 1 juni 2009;

3° het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 11 december 2001 tot aanwijzing van leden van de Sociale Raad van de Haute Ecole de la Communauté française de Liège-Verviers-Huy-Gembloux;

4° het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 11 december 2001 tot aanwijzing van leden van de raad van bestuur van de Haute Ecole de la Communauté française de Liège-Verviers-Huy-Gembloux, zoals gewijzigd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 maart 2003;

5° het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 november 2001 tot benoeming van de leden van de raad van bestuur van de Haute Ecole de la Communauté française de Liège-Verviers-Huy-Gembloux, zoals gewijzigd bij de besluiten van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 maart 2002 en 10 juli 2002;

6° het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 13 september 2002 tot aanwijzing van leden van de raad van bestuur van de Haute Ecole de la Communauté française de Liège-Verviers-Huy-Gembloux, zoals gewijzigd bij de besluiten van de Regering van de Franse Gemeenschap van 11 februari 2003 en 23 februari 2004;

7° het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 24 november 2006 tot benoeming van de leden van de raad van bestuur van de Haute Ecole Charlemagne, zoals gewijzigd bij de besluiten van de Regering van de Franse Gemeenschap van 21 januari 2010 en 22 februari 2011.

**Art. 12.** Opgeheven worden :

1° het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 december 2001 tot aanwijzing van leden van de Pedagogische Raad van de Haute Ecole de la Communauté française "Paul-Henri Spaak", zoals gewijzigd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 16 oktober 2003;

2° het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 25 maart 2002 tot aanwijzing van leden van de Sociale Raad van de Haute Ecole de la Communauté française Paul-Henri Spaak;

3° het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 december 2006 tot benoeming van de leden van de raad van bestuur van de Haute Ecole de la Communauté française Paul-Henri Spaak, zoals gewijzigd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 juli 2010;

4° het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 december 2001 tot aanwijzing van leden van de raad van bestuur van de Haute Ecole de la Communauté française "Paul-Henri Spaak";

5° het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 11 december 2001 tot aanwijzing van leden van de raad van bestuur van de Haute Ecole de la Communauté française "Paul-Henri Spaak", zoals gewijzigd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 13 februari 2006;

6° het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 november 2001 tot benoeming van de leden van de raad van bestuur van de Haute Ecole de la Communauté française "Paul-Henri Spaak", zoals gewijzigd bij de besluiten van de Regering van de Franse Gemeenschap van 10 juli 2006 en 13 februari 2006.

**Art. 13.** Opgeheven worden :

1° het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 11 december 2001 tot aanwijzing van leden van de raad van bestuur van de Haute Ecole de la Communauté française du Luxembourg - Robert Schuman;

2° het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 23 november 2006 tot benoeming van de leden van de raad van bestuur van de Haute Ecole Robert Schuman;

3° het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 november 2001 tot benoeming van de leden van de raad van bestuur van de Haute Ecole de la Communauté française du Luxembourg - Robert Schuman, zoals gewijzigd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 10 juli 2002;

4° het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 4 februari 2002 tot aanwijzing van leden van de raad van bestuur van de Haute Ecole de la Communauté française du Luxembourg - Robert Schuman;

5° het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 november 2001 tot aanwijzing van leden van de Sociale Raad van de Haute Ecole de la Communauté française du Luxembourg - Robert Schuman, zoals gewijzigd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 10 juli 2002;

6° het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 november 2001 tot aanwijzing van leden van de Pedagogische Raad van de Haute Ecole de la Communauté française du Luxembourg - Robert Schuman, zoals gewijzigd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 25 oktober 2002.

**Art. 14.** Opgeheven worden :

1° het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 23 oktober 2001 tot aanwijzing van leden van de Sociale Raad van de Haute Ecole de Bruxelles;

2° het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 23 oktober 2001 tot aanwijzing van leden van de Pedagogische Raad van de Haute Ecole de Bruxelles;

3° het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 30 november 2006 tot benoeming van de leden van de raad van bestuur van de Haute Ecole de Bruxelles;

4° het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 11 december 2001 tot aanwijzing van leden van de raad van bestuur van de Haute Ecole de Bruxelles, zoals gewijzigd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 13 februari 2006;



5° het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 1 oktober 2001 tot benoeming van de leden van de raad van bestuur van de Haute Ecole de Bruxelles, zoals gewijzigd bij de besluiten van de Regering van de Franse Gemeenschap van 10 juli 2002 en 13 november 2002.

**Art. 15.** Opgeheven worden :

1° het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 24 juli 1996 tot samenvoeging van het Institut d'enseignement supérieur économique de la Communauté Française te Moescroen en de Haute Ecole provinciale du Hainaut occidental;

2° het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 24 juli 1996 tot samenvoeging van het Institut d'enseignement supérieur technique, paramédical et pédagogique de la Communauté Française te Irchonwelz en van de Haute Ecole provinciale du Hainaut occidental.

**Art. 16.** Opgeheven worden :

1° het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 9 juli 1996 tot vaststelling van de lijst van de Hogescholen, overeenkomstig artikel 55, § 3, van het decreet van 5 augustus 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in Hogescholen, zoals gewijzigd bij de besluiten van de Regering van de Franse Gemeenschap van 4 september 2002, 24 november 2005 en 18 februari 2010;

2° het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 13 maart 2003 genomen in toepassing van artikel 132 van het decreet van 27 februari 2003 houdende vaststelling van de academische graden in de Hogescholen georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap en houdende bepaling van de minimale uurregelingen;

3° het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 21 januari 2004 houdende uitvoering van artikel 34, derde lid, van het decreet van 5 augustus 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in Hogescholen;

4° het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 27 augustus 2002 houdende uitvoering van de artikelen 22, § 1, derde lid, en 34 van het decreet van 5 augustus 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in hogescholen.

**Art. 17.** Opgeheven worden :

1° het koninklijk besluit van 29 maart 1984 houdende benoeming van de voorzitter, de ondervoorzitter en de secretaris van de Vaste Raad voor het hoger onderwijs en van de voorzitter, de ondervoorzitter en de secretaris van de Hoge Raad voor het pedagogisch hoger onderwijs;

2° het koninklijk besluit van 23 augustus 1976 tot oprichting van de Hoge Raden en van de Vaste Raden voor het hoger onderwijs en tot regeling van hun werking, zoals gewijzigd.

**Art. 18.** Opgeheven worden :

1° het koninklijk besluit van 22 augustus 1980 houdende benoeming van de voorzitters, ondervoorzitters, leden en verslaggevers van de Assimilatiecommissie en de Commissie van beroep ter gelijkstelling van bepaalde graden en diploma's uitgereikt door inrichtingen voor hoger onderwijs, met de graad en het diploma van industrieel ingenieur;

2° het koninklijk besluit van 15 april 1977 houdende instelling van een Assimilatiecommissie en een Commissie van beroep ter gelijkstelling van bepaalde graden en diploma's, uitgereikt door inrichtingen voor hoger onderwijs, met de graad en het diploma van industrieel ingenieur, zoals gewijzigd bij de besluiten van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 18 november 1991 en 4 mei 1992.

**Art. 19.** Het koninklijk besluit van 18 april 1977 genomen ter toepassing van artikel 1 van het koninklijk besluit van 5 mei 1976 houdende gelijkstelling van de bekwaamheidsbewijzen van het kunstonderwijs, wordt opgeheven.

**Art. 20.** Het koninklijk besluit van 12 oktober 1971 tot regeling van de gelijkwaardigheid van de diploma's van bewaarschoolonderwijzeres, van onderwijzer en onderwijzeres van de lagere school en van geaggregeerde voor het lager secundair onderwijs, uitgereikt in België en in de gebieden die aan de Belgische soevereiniteit onderworpen zijn geweest of waarvan het bestuur aan België werd toevertrouwd, wordt opgeheven.

**Art. 21.** Opgeheven worden :

1° het koninklijk besluit van 29 augustus 1959 houdende benoeming van de centrale examencommissie voor het toekennen van de graad van geaggregeerde van het hoger secundair onderwijs voor de handelswetenschappen - Eerste zitting 1959;

2° het koninklijk besluit van 26 oktober 1959 houdende benoeming van de centrale examencommissie voor het toekennen van de graad van geaggregeerde van het hoger secundair onderwijs voor de handelswetenschappen - Tweede zitting 1959;

3° het koninklijk besluit van 22 juni 1960 houdende benoeming van de centrale examencommissie voor het toekennen van de graad van geaggregeerde van het hoger secundair onderwijs voor de handelswetenschappen - Eerste zitting 1959;

4° het koninklijk besluit van 25 oktober 1960 houdende benoeming van de centrale examencommissie voor het toekennen van de graad van geaggregeerde van het hoger secundair onderwijs voor de handelswetenschappen - Tweede zitting 1959.

**Art. 22.** Het koninklijk besluit van 10 september 1966 houdende erkenning van een afdeling van het hoger technisch onderwijs van de derde graad met het oog op de toekenning van de diploma's van kandidaat - vertaler, licentiaat-vertaler en licentiaat-tolk, wordt opgeheven.

**Art. 23.** Opgeheven worden :

1° het koninklijk besluit van 1 april 1968 tot oprichting van de onderwijsafdelingen van de derde graad van het hoger technisch onderwijs bij het "Institut national supérieur des Arts du Spectacle et Techniques de Diffusion";

2° het koninklijk besluit van 23 februari 1970 betreffende de organisatie van een Nationale Raad voor het Rijksonderwijs bij het Ministerie van Nationale Opvoeding en Nederlandse Cultuur en van een Nationale Raad voor het Rijksonderwijs bij het Ministerie van Nationale Opvoeding en Franse Cultuur.

**Art. 24.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 13 december 2012.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Vicepresident en Minister van Hoger Onderwijs,  
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Jeugd en Hulpverlening aan de Jeugd,  
Mevr. E. HUYTEBROECK

De Minister van Leerplichtonderwijs en Onderwijs voor Sociale Promotie,  
Mevr. M.-D. SIMONET

---

## MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2013/29120]

**21 DECEMBRE 2012. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française donnant force obligatoire à la décision de la Commission paritaire centrale de l'enseignement officiel subventionné du 25 octobre 2012 relative à l'appel à candidatures pour la nomination à titre définitif ou pour la désignation à titre temporaire dans un emploi définitivement vacant ou temporairement vacant pour une durée de plus de quinze semaines dans une fonction de sélection de secrétaire de direction et d'éducateur-économiste**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné, notamment l'article 91;

Vu la demande de la Commission paritaire centrale de l'enseignement officiel subventionné de rendre obligatoire la décision du 25 octobre 2012;

Sur la proposition de la Ministre de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** La décision de la Commission paritaire centrale de l'enseignement officiel subventionné du 25 octobre 2012 relative à l'appel à candidatures pour la nomination à titre définitif ou pour la désignation à titre temporaire dans un emploi définitivement vacant ou temporairement vacant pour une durée de plus de 15 semaines dans une fonction de sélection de secrétaire de direction et d'éducateur-économiste, est rendue obligatoire.

**Art. 2.** Le présent arrêté produit ses effets au 25 octobre 2012.

**Art. 3.** Le Ministre ayant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 21 décembre 2012.

La Ministre de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale,  
Mme M.-D. SIMONET

---

## ANNEXE

### COMMISSION PARITAIRE CENTRALE DE L'ENSEIGNEMENT OFFICIEL SUBVENTIONNÉ.

Décision du 25 octobre 2012 relative à l'appel à candidatures pour la nomination à titre définitif ou pour la désignation à titre temporaire dans un emploi définitivement vacant ou temporairement vacant pour une durée de plus de 15 semaines dans une fonction de sélection de secrétaire de direction et d'éducateur-économiste.

#### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Portée de la décision*

**Article 1<sup>er</sup>.** La présente décision s'applique aux Pouvoirs organisateurs et membres du personnel relevant de la compétence de la présente commission paritaire.

**Art. 2.** La présente décision a pour objet de déterminer les modalités d'appel à candidatures pour la nomination à titre définitif ou pour la désignation à titre temporaire dans un emploi définitivement vacant ou temporairement vacant pour une durée de plus de 15 semaines dans une fonction de sélection de secrétaire de direction et d'éducateur-économiste ainsi que les modalités de diffusion de cet appel conformément à l'article 39bis, § 2 du décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné.

#### CHAPITRE II. — *Définition*

**Art. 3.** L'appel à candidatures est constitué par les documents annexés à la présente décision.

#### CHAPITRE III. — *Diffusion de l'appel à candidature*

**Art. 4.** L'appel à candidature est interne et/ou externe au Pouvoir organisateur.

En ce qui concerne l'appel interne, le Pouvoir organisateur :

- lance l'appel après avoir consulté la COPALOC sur le profil recherché;
- affiche l'appel dans chacun des établissements ou implantations qu'il organise;
- remet copie de l'appel aux membres de son personnel qui en font la demande;